

L'hypothèse de la démocratisation par le développement économique semble avoir échoué. L'évolution du monde méditerranéen au lendemain des printemps arabes le démontre.

Senén Florensa, président exécutif de l'EMed.

LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET DU MULTILATÉRALISME EN CE CHANGEMENT D'ÈRE

En 1991, Samuel Huntington a publié son célèbre ouvrage *Troisième vague : les démocratisations de la fin du XX^{ème} siècle*. Il y examinait et saluait la transition vers la démocratie d'une trentaine de pays entre 1974 et 1990. C'était là l'un des points culminants de la théorie de la modernisation, qui avait déjà eu de grands représentants depuis les années 1950 et 1960, notamment les travaux de Seymour Martin Lipset, résumés dans son article précurseur *Some social requisites of democracy: economic development and legitimacy* (1959). Selon ces théories, la transition vers la démocratie était la conséquence du développement économique et de la modernisation qu'il a introduite dans les sociétés. Dans les années 1990, après la chute du mur de Berlin, le démantèlement des régimes communistes en Europe de l'Est et l'effondrement de l'URSS, c'était déjà la conviction générale, comme l'indiquait le titre expressif de l'ouvrage de Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*. En d'autres termes, la conception dominante était que, grâce au développement économique, l'avenir commun de tous les pays était celui de la démocratie libérale et de l'économie de marché.

Les années 1990 ont été caractérisées comme la période des illusions. Dans le cadre de l'ordre international libéral et du leadership incontesté des États-Unis, le monde pouvait avancer sur la voie du progrès généralisé et de la démocratisation. Le corrélat des transitions démocratiques au niveau interne des pays était l'acceptation commune du système multilatéral de l'ordre international libéral, structuré dans l'ordre politique et de coopération par le système des Nations unies et ses

agences spécialisées et, dans ses aspects économiques, dans l'acceptation désormais universelle des institutions de Bretton Woods : la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce, à laquelle les anciens pays communistes ont adhéré.

La croyance commune dans les progrès vers la démocratie grâce à la dynamique de croissance économique s'est accompagnée d'un regain de prestige du système des Nations unies, qui avait su préserver la paix à l'époque de la confrontation bipolaire et de la guerre froide, complété par le système des grandes négociations sur des questions d'intérêt commun : les Conférences des Nations unies sur l'environnement et le développement lancées à Rio en 1992, ou la poursuite des Conférences sur le droit de la mer, parmi tant d'autres.

La théorie de la modernisation et de la transition vers la démocratie a également été momentanément confirmée par le processus chaotique de libéralisation et de transition démocratique promu en Russie par les ultralibéraux autour de Boris Eltsine. La croissance économique spectaculaire de la Chine, initiée par les réformes de Deng Xiaoping, laissait penser que l'hypothèse de la transition démocratique comme conséquence du développement économique et de la modernisation sociale serait également confirmée dans ce pays.

En Europe, c'était certainement le programme envisagé pour les pays d'Europe de l'Est qui aspiraient à rejoindre la vague de progrès et le succès politique et économique retentissant représenté par l'Union européenne (UE). *L'Ostpolitik* de Willy Brandt et la politique

de détente initiée par le processus d'Helsinki en 1975 ont conduit à une ouverture progressive de l'Europe de l'Est et de l'URSS elle-même, encourageant le contrôle des armements et le rapprochement entre les blocs.

C'est aussi l'hypothèse qui a sous-tendu le lancement du processus de Barcelone en 1995, selon laquelle la croissance économique induite par la création d'une zone de libre-échange industriel entre l'Europe et les pays partenaires méditerranéens conduirait à l'expansion de leurs classes moyennes et à la modernisation de leurs institutions, dans un processus progressif de transition vers la démocratie. Le processus de Barcelone est également né des espoirs de paix dans le conflit du Moyen-Orient entre Arabes et Israéliens après les négociations de Camp David, la conférence de Madrid de 1991 et les accords d'Oslo de 1993.

LA MONDIALISATION ET SES DÉSILLUSIONS. L'ÉCHEC DE L'HYPOTHÈSE LIBÉRALE DE LA DÉMOCRATISATION

L'époque des grands espoirs de développement et de démocratisation des années 1990 allait recevoir un sérieux avertissement en 2002 dans *La grande désillusion* de Joseph E. Stiglitz. En effet, le triomphe de l'ordre économique libéral aurait entraîné une extraordinaire ouverture des marchés, une libéralisation et une dérégulation aussi bien du système financier que des relations de production et d'échange. C'était le triomphe de la dérégulation et du monétarisme, initié par les *Reaganomics* de Ronald Reagan et Margaret Thatcher dans les années 1980, qui était venu corriger le keynésianisme social-démocrate des décennies précédentes. Pour les pays en développement, les politiques d'ajustement drastiques du Consensus de Washington ont été imposées. La libéralisation des échanges et la révolution des transports et des technologies de communication allaient constituer un élément clé de la mondialisation progressive, stimulée à son tour par l'extraordinaire croissance économique de la Chine.

Cependant, comme le soulignait Stiglitz en 2002, la mondialisation et les politiques ultralibérales ont conduit à une plus grande inégalité économique à la fois entre les groupes sociaux et les classes au sein des pays et entre les pays les plus avancés et ceux que la mondialisation a laissés de côté, en particulier en Afrique et dans de nombreuses parties de ce que nous appelions auparavant le tiers-monde. Et c'est là, dans les politiques ultralibérales et les effets de la mondialisation, que se trouve l'origine de la crise de la démocratie et du multilatéralisme.

L'hypothèse de la théorie de la modernisation et de la transition démocratique résultant de la croissance économique ne s'est tout simplement pas réalisée dans ce premier tiers du XXI^{ème} siècle. Les politiques progressivement autoritaires de Vladimir Poutine, fondées sur la vindicte impériale et le revanchisme, suivront.

LES NOUVEAUX MODÈLES AUTORITAIRES

Le cas de la Chine a un impact mondial encore plus important pour la crise de la démocratie, puisque la

La nouvelle Chine, triomphante après sa croissance économique spectaculaire, offre à tous les pays un modèle autoritaire de développement économique

nouvelle Chine, triomphante après sa croissance économique spectaculaire, offre à tous les pays un modèle autoritaire de développement économique. Pourtant, les propositions de démocratisation interne qui ont émergé dans les années 1980 ont été écrasées par Deng Xiaoping lui-même sur la place Tiananmen en 1989.

La croissance économique spectaculaire de la Chine, de près de 10 % en moyenne par an au cours des 30 dernières années, représente de plus un changement clair dans la géopolitique mondiale, la fin du monde unipolaire sous l'hégémonie des États-Unis dans les années 1990 et 2000. Parallèlement à sa croissance économique, Pékin a gagné en influence dans le monde et a adopté une politique beaucoup plus assertive depuis l'accession de Xi Jinping, en 2011, à la direction absolue du PCC et à la présidence de la République. Le modèle autoritaire chinois trouve un large champ d'influence, notamment dans les pays en développement, le nouveau Sud global (*Big South*) et le mouvement des BRICS.

L'attaque et l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Vladimir Poutine, d'une part, et la destruction de Gaza et la punition collective extrême des Palestiniens après l'attaque terroriste du Hamas de 2023, d'autre part, ont extraordinairement renforcé la réticence des pays du nouveau *Big South* à l'égard de l'Europe et des États-Unis. L'Occident est accusé d'hypocrisie dans la défense des valeurs de la paix et des droits de l'Homme. Le double langage de l'Occident est évident si l'on compare sa réponse en défense de l'Ukraine et sa tiédeur, voire sa complicité, face à l'attaque et à la destruction de Gaza par Israël. Ces deux actes ont été perpétrés dans le plus grand mépris du droit International et des Nations unies.

Par conséquent, la démocratie, les droits de l'Homme et le multilatéralisme ont perdu beaucoup de leur prestige dans le contexte international actuel. Ce discrédit et cette perception de crise de la démocratie se sont évidemment accentués avec la montée des mouvements nationalistes, autoritaires et xénophobes, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe. Ces mouvements comptent également dans leurs rangs un grand nombre de mécontents de la mondialisation. La délocalisation massive des industries, principalement vers la Chine, la robotisation et les nouvelles technologies ont généré une armée de mécontents, en particulier dans des régions telles que la *rust belt* aux États-Unis ou les industries traditionnelles en Europe. À ces deux facteurs s'ajoute l'immigration de personnes fuyant la pauvreté, les guerres et la violence dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne et dans certains pays d'Amérique latine. Une pléthore de



Manifestation pour exiger la libération des détenus et l'amélioration de la situation socio-économique, à l'occasion du 14^{ème} anniversaire de la révolution tunisienne. Tunis, le 14 janvier 2025. /YASSINE GAIDI/ ANADOLU GETTY IMAGES

mécontents de la mondialisation émerge également aux États-Unis et en Europe. Des dirigeants autoritaires, appelés « hommes forts », ont dans certains cas accédé au pouvoir, comme Trump aux États-Unis, Viktor Orban en Hongrie ou Giorgia Meloni en Italie. Parallèlement, dans de nombreux pays européens, des mouvements d'extrême droite ou d'extrême gauche, tels que le Rassemblement national de Marine Le Pen en France ou Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne, progressent électoralement et sont devenus des mouvements d'opposition de plus en plus conséquents.

Au cours de sa première présidence, Trump s'est attaqué en particulier au système multilatéral des Nations unies, se désengageant d'un certain nombre d'organismes et de conventions internationales. Au cours de son second mandat, l'attaque contre les institutions démocratiques du pays et les organismes multilatéraux a apparemment augmenté de manière exponentielle.

UN MONDE MÉDITERRANÉEN PLUS CONVULSÉ

L'un des cas particulièrement significatifs où l'hypothèse de la démocratisation par le développement économique a jusqu'à présent échoué est celui des printemps arabes. Il ne fait aucun doute que ce mouvement de révolution pro-démocratique initié en Tunisie a été porté dans l'ensemble du monde arabe par les couches les plus modernisées de sa société, et en particulier par les jeunes, les femmes et les professionnels de la classe moyenne. Les printemps arabes ont commencé en Tunisie parce que c'est précisément le pays qui avait fait le plus de progrès en matière de modernisation économique et sociale, notamment en matière d'éducation, d'émancipation des femmes et de conquête modeste de droits sociaux. C'est en Tunisie que la révolution du Jasmin a éclaté en premier parce que c'est là que le contraste entre le régime autoritaire de Zine El Abidine Ben Ali et l'existence d'une société civile modernisée et dynamique était le plus grand.

Le début de la révolution en Tunisie a été suivi de la chute du régime de Hosni Mubarak en Égypte et de l'extension du mouvement insurrectionnel à plus ou moins grande échelle dans l'ensemble du monde arabe. Mais à la révolution a succédé la contre-révolution, ce qui a également invalidé dans le monde arabo-méditerranéen l'hypothèse de la transition démocratique comme fruit de la théorie du développement économique et de la modernisation. Après l'obtention de pouvoirs exceptionnels et l'abrogation de la Constitution démocratique par le président populiste Kaïs Saïed en Tunisie, il n'y a plus de pays arabe avec une révolution triomphante. Le Maroc et la Jordanie poursuivent leurs politiques réformistes, d'autres suivent l'autoritarisme traditionnel comme l'Égypte d'Abdelfattah Al Sissi. Dans d'autres enfin, l'échec de la révolution a conduit à une guerre civile sanglante, comme en Syrie et en Libye. L'Algérie et les pays du Golfe ont financé la paix sociale par la distribution des revenus du gaz ou du pétrole, tout en maintenant leur régime absolument autoritaire traditionnel.

Pendant la période classique du processus de Barcelone, à la fin des années 1990 et jusqu'en 2010, l'offre de l'UE était vraiment le seul *game in town*, la meilleure alternative. Les exportations des pays partenaires méditerranéens étaient principalement destinées à l'Europe, d'où provenaient également leurs importations et les principaux flux touristiques. Leurs immigrants se rendaient en Europe, et l'Europe était la source de l'important flux de devises étrangères renvoyées par leurs diasporas, ainsi que d'investissements productifs dans des secteurs tels que le textile et d'autres.

Les choses sont différentes aujourd'hui. L'UE et son insistance irritante sur la démocratie et les droits de l'Homme trouve des concurrents dans d'autres puissances régionales, telles que la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar et l'Égypte elle-même. Les États-Unis restent relativement absents de la Méditerranée, à l'exception de leur alliance étroite avec Israël et de leur soutien aux régimes conservateurs, en particulier l'Arabie saoudite.

De son côté, la Chine a fortement accru sa présence économique dans toute la région, favorisant ses expor-

tations industrielles et ses approvisionnements en matières premières, tout en proposant de construire des infrastructures dans le cadre de son *Belt and road initiative*, sans s'immiscer dans les affaires intérieures et dans l'indifférence totale vis-à-vis du type de régime ou du degré de respect des droits de l'Homme.

La Russie, quant à elle, est restée absente du monde arabe et de la Méditerranée depuis l'implosion de l'URSS, jusqu'à ce que la politique de Poutine visant à récupérer les capacités impériales de l'ancienne Union soviétique l'amène à intervenir de manière décisive en 2015 dans la guerre civile syrienne, la faisant basculer en faveur du régime de Bachar Al Assad en échange de la récupération de la base navale soviétique de Tartous et de la base aérienne de Hmeimim. L'implosion du régime syrien et la victoire de ses ennemis kurdes, démocrates ou islamistes ont obligé la Russie à commencer à déplacer ses troupes vers de nouvelles bases dans la Libye du maréchal Haftar et en Afrique subsaharienne, où elle offre une protection militaire directe aux nouveaux dictateurs du Sahel, entre autres.

Il est évident qu'aucune de ces puissances régionales ou mondiales, qui rivalisent aujourd'hui avec l'UE pour assurer leur présence dans la région, n'a d'influence positive en termes de progrès vers la démocratie.

À cet égard, le jeu des puissances régionales mérite une attention particulière, en premier lieu celui de la Turquie, qui a renforcé sa présence à la fois économique et surtout politique et militaire sous la présidence de Recep Tayyip Erdogan. Tout d'abord, dans son voisinage immédiat, au vu de son rôle en Syrie dans le but de contrôler les mouvements kurdes qui pourraient renforcer le PKK, considéré et persécuté comme une organisation terroriste jusqu'à récemment, à l'intérieur de la Turquie. Erdogan a consolidé son pouvoir et imprimé un caractère progressivement autoritaire à son régime personnel, avec un grand bond en avant dans cette direction après la tentative de coup d'État de 2016, dont l'échec a fourni l'occasion d'un nettoyage et d'une répression vastes et profonds de tous les éléments susceptibles de s'opposer au président. L'emprisonnement récent du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, chef de file de l'opposition qui pourrait lui contester la présidence lors des prochaines élections, ne fait qu'accroître le caractère autoritaire du régime turc. Sa politique étrangère, qui a toujours été qualifiée de néo-ottomane pour avoir cherché à récupérer l'ancienne influence du califat ottoman dans le monde arabe, est devenue beaucoup plus assertive ces dernières années. En général, il soutient des régimes autoritaires au mépris total des processus démocratiques. Erdogan en Turquie, comme Al Sissi en Égypte ou le prince Mohammed ben Salman (MBS) en Arabie saoudite sont les exemples les plus clairs du pouvoir des hommes forts dans la région.

L'influence des puissances régionales telles qu'Israël et l'Iran mérite bien sûr d'être mentionnée séparément. Depuis 1979, le régime théocratique des ayatollahs a constitué une force perturbatrice dans le monde arabe, prêchant la révolution islamique, dans sa version chiite, en confrontation constante avec les grands pays sunnites, menés par l'Arabie saoudite et le Conseil de coopération du Golfe, et le grand Satan, les États-Unis. Sa confronta-

Erdogan en Turquie, Al Sissi en Égypte ou Ben Salman en Arabie saoudite sont les exemples les plus clairs du pouvoir des hommes forts dans la région

tion fondamentale, cependant, s'est déroulée avec le petit Satan, Israël, qu'il a juré mille fois de rayer de la carte.

Les événements de ces dernières semaines, les attaques de l'Israël de Benjamin Netanyahu contre l'Iran pour détruire ses installations nucléaires, détruire le régime et ses principaux généraux et scientifiques, représentent un changement d'une importance extraordinaire dans la région, capable de modifier complètement la géopolitique du Moyen-Orient. L'intervention décisive des États-Unis avec le bombardement stratégique des installations nucléaires iraniennes ordonné par Trump introduit également un nouveau caractère dans la situation.

Tout d'abord, Israël apparaît comme le vainqueur incontesté au milieu du monde arabe. Avant même l'attaque terroriste du Hamas et la destruction de Gaza, il avait tissé les importants accords d'Abraham avec les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Maroc et le Soudan, avec l'aide de Trump lors de sa première présidence. Il s'agissait d'une rupture avec la constante historique arabe de ne pas reconnaître Israël sans un accord sur la création d'un État palestinien, une tradition rompue uniquement par l'Égypte et par la Jordanie pour des raisons de nécessité et de voisinage après les défaites successives de 1948, 1967 et 1973. À la veille du 7 octobre 2023, il semblait évident que la reprise des accords d'Abraham par l'Arabie saoudite et d'autres pays arabes était en préparation. Cela est devenu impossible avec la destruction de Gaza et le martyre du peuple palestinien aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie.

Mais l'attaque contre l'Iran, archi-ennemi historique de l'Arabie saoudite, leader du monde sunnite, pourrait changer radicalement la situation, tant aux dépens de l'Iran que des Palestiniens. Israël, avec le soutien armé et efficace de l'Oncle Sam, s'érige comme le champion et le gendarme du Moyen-Orient. MBS, l'homme fort du régime tout aussi autoritaire semi-théocratique de l'Arabie saoudite, ne s'est pas beaucoup éloigné de la tiédeur avec laquelle le reste du monde, y compris l'Europe, a considéré la destruction de Gaza et les immenses souffrances des Palestiniens. Dans tous les cas, et malheureusement de la part de presque tous les acteurs, le respect du droit International, base fondamentale du multilatéralisme, brille par son absence. Les Nations unies montrent leur impuissance alors que le secrétaire général, António Guterres, prêche dans le désert pour que cesse le martyre des Palestiniens et que s'ouvre un chemin vers la paix.

L'avenir est une histoire qui reste à écrire, dit-on. Mais dans le cas présent, c'est plutôt qui est en train de s'écrire et où la crise de la démocratie et du multilatéralisme trouvent leur plus claire expression./